



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

27-08-2014

L'affrontement impérialiste au Moyen Orient

Depuis des décennies, le Proche Orient est traversé par d'interminables conflits dont l'idéologie dominante et les médias nous cachent les raisons. Dans cet article et ceux qui suivront nous vous proposons des éléments de réflexion permettant de mieux savoir à quoi s'en tenir sur cette question. Deux éléments essentiels sont à l'origine des événements qui secouent le Proche Orient depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Le premier c'est la richesse de cette région du monde qui compte près de la moitié (49% des réserves mondiales de pétrole avec 8 pays dans les 15 premiers (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït - Emirats Arabes Unis - Libye - Qatar - Algérie) Le Moyen Orient dispose de 745 milliards de barils de réserve et l'Arabie Saoudite à elle seule de 264 pour une réserve mondiale de 1200 milliards de barils.

Le 2^{ème} élément c'est l'importance stratégique de cette région, carrefour décisif entre l'Asie, l'Afrique, l'Europe.

Cette situation explique l'affrontement croissant et de plus en plus dangereuse pour la Paix mondiale que se livrent les grands groupes capitalistes et les Etats à leur solde, Etats-Unis en tête.

A paraître la semaine prochaine :

- *L'état général du proche Orient
- *La fin de l'URSS et ses conséquences
- *Le plan US pour le proche Orient
- *Pourquoi Israël a-t-il attaqué maintenant ?
- *La position de notre parti

Quelques repères historiques

Le pourquoi de l'existence de l'Etat d'Israël

Cet Etat est présenté par nos media comme le parangon de ce qu'ils appellent la démocratie. C'est un Etat religieux et même théocratique, donc forcément

discriminatoire vis-à-vis des gens qui adoptent d'autres religions et surtout de ceux qui n'en ont pas. Ainsi, la mention de la religion est obligatoire sur la carte d'identité, le mot athée ne peut y figurer.

Il a été installé en 1948 par la Grande Bretagne, qui avait un mandat sur la Palestine et les autres Etats dominants du moment. La création d'un Etat juif était réclamée par les organisations sionistes depuis longtemps : dès les années 1900, elles avaient organisé des passages en Palestine. La déportation et le génocide des Juifs perpétré par les nazis firent que cette vieille revendication de devenir réalité. Après Auschwitz, tout le monde peut comprendre la volonté de création d'un Etat, mais pourquoi en Palestine ?

Le point d'appui est un document religieux, la Bible, qui certifie qu'un grand royaume hébreu a occupé au début du premier millénaire avant notre ère le territoire qui correspond à la Palestine, la Cisjordanie et même une partie de la Jordanie actuelle. Nous savons définitivement aujourd'hui, avec l'aide notamment de chercheurs de l'université de Tel Aviv, que tout ceci est faux : c'est un gigantesque leurre fabriqué par les dirigeants et historiens sionistes du XIXème siècle.

Le mouvement sioniste

Il est né dans l'Allemagne cherchant sa voie, entre l'Autriche et la Prusse. Les historiens qui ont réalisé le puzzle du sionisme étaient et s'adressaient à des Ashkenazi, cette population d'Europe de l'est et du centre pratiquant la religion juive. Ils ont fabriqué une communauté ethnique là où il n'y avait qu'une religion commune. Pour cela, ils ont présenté la Bible comme une source historique absolument fiable décrivant la réalité de l'Histoire du peuple hébreu. Ils ont même popularisé la fable de la religion juive qui ne serait pas prosélyte, alors que les Khazars, population turcophone, des Berbères, des Persans et des Slaves ont, au cours des siècles, été convertis à la religion judaïque. Ces faits furent cachés et la version officielle seule transparut : les Hébreux, le peuple juif, ont connu une diaspora et se sont répandus en Europe, en Asie et en Afrique, sans jamais convertir. C'est historiquement faux, y compris la diaspora, mais cela a parfaitement réussi à souder un certain nombre de ces gens qui parlaient yiddish et étaient victimes de mauvais traitements et de pogroms notamment dans les régions d'Europe fortement influencées par la religion catholique : Hongrie, Croatie, Pologne, Ukraine, Autriche et Allemagne du sud.

Il faut noter qu'au-delà du fondateur officiel, Herzl, le courant sioniste n'est pas, au début du XXème siècle, forcément réactionnaire, au contraire. Il existe des organisations sionistes qui sont des composantes du mouvement ouvrier socialiste. D'ailleurs, les fondateurs d'Israël, Ben Gourion en tête, étaient des socialistes, laïcs qui se sont contenté d'utiliser une Bible laïcisée, sans référence personnelle à dieu ni à diable. Les kibboutz sont un exemple de ce côté progressiste du sionisme, ce sont des communautés de travailleurs qui ont à voir avec les phalanstères des premiers socialistes et avec les soviets de l'URSS.

1948 la naqbah

C'est sous ce vocable (naqbah signifie catastrophe) que les Palestiniens désignent l'arrivée et l'installation des colons se réclamant du peuple juif.

Armés en sous-main par la puissance coloniale britannique ils conquièrent le territoire. Les "descendants des hébreux" s'installèrent là où, depuis des siècles (au moins le Vème de notre ère) vivait une population autochtone arabe, descendant de Bédouins sédentarisés, les Palestiniens. Au vrai, leur sort n'intéressait déjà personne : le retrait en 1948 des Britanniques fit que les colons futurs israéliens affrontèrent les royaumes d'Égypte et de Jordanie qui voulaient eux aussi annexer des territoires. Mais, au passage, ils massacrèrent un peu la population locale, comme ce fut le cas au village de Deir Yassin, un véritable Oradour (maison brûlées avec les occupants à l'intérieur) où s'illustra le futur premier ministre du Likoud Menahem Begin.

Égypte et Jordanie, malgré leur défaite gagnèrent l'une la bande de Gaza et l'autre la Cisjordanie. L'État israélien comprit 77 % de l'ancien protectorat britannique au lieu des 53 % prévus par l'ONU. Il y avait 700 000 colons pour 900 000 Palestiniens, les dirigeants israéliens organisèrent donc l'expulsion. Outre une partie de la bourgeoisie palestinienne qui avait fui avant les combats pour se réfugier en Jordanie ou en Arabie, les opérations militaires officielles et celles de l'Irgoun (l'organisation de Begin) provoquèrent directement ou non le départ de 400 000 réfugiés.

Reconnu par l'ONU, l'État d'Israël put commencer à vivre. Si l'URSS fut l'un des pays à reconnaître "l'État hébreu" il faut peut-être y voir la connaissance des liens anciens de Ben Gourion avec le socialisme, mais surtout une méfiance envers les élites arabes s'expliquant par leur attitude vis-à-vis du nazisme. Le coup d'État de 1941 en Irak, mené par Rachid Ali contre le roi, marionnette des Britanniques, avait été largement appuyé par l'Axe. Le futur dirigeant égyptien Anouar El-Sadate et le Grand Mufti de Jérusalem, un Palestinien, étaient des agents stipendiés de l'Abwehr nazie.

Pourtant, très vite, l'État d'Israël adopta la position qui est la sienne aujourd'hui : premier lieutenant de l'impérialisme US au Proche Orient.

Le nationalisme arabe

Avec la perspective de décolonisation, plusieurs organisations politiques vont voir le jour en Égypte, en Syrie, au Liban, en Irak, au Yémen ; le nationalisme arabe. Il s'agit d'un courant laïque qui s'organisa sous différentes formes durant les années 50 et 60, prit le pouvoir aux représentants de la bourgeoisie compradore (celle qui se couche devant l'Impérialisme) à l'issue d'un soulèvement armé et qui représentait telle ou telle frange de la bourgeoisie locale, favorable à l'indépendance. Souvent, des officiers supérieurs ou généraux en furent les figures de proue (Nasser en Égypte, Kadhafi en Libye, Kasseem en Irak, etc...). Un cas particulier est représenté par le parti Baas qui rayonna sur l'Irak, ancienne colonie anglaise, et la Syrie, ancienne colonie française.

La plupart de ces dirigeants arabes furent soutenus par l'Union Soviétique, et, une fois la libération nationale acquise, procédèrent à des nationalisations (canal de Suez en Égypte, pétrole en Libye et en Irak). La Syrie baasiste d'aujourd'hui, comme l'Irak dirigé par Saddam Hussein en son temps, possède toujours la santé et l'éducation gratuites.

Pour autant, on aurait tort d'oublier que ces mouvements n'étaient pas des partis ouvriers et que, souvent, une fois leur pouvoir assis, ils se débarrassèrent des communistes. Le parti communiste égyptien, qui s'était

auto-dissous et avait rejoint l'Union Socialiste Arabe de Nasser, représentant de la petite bourgeoisie, promu par l'armée, vit ses anciens dirigeants emprisonnés par Sadate, encore un officier, mais issu d'une famille de la grande bourgeoisie, et définitivement interdits par Moubarak, un autre officier, mais surtout l'homme des milieux d'affaire. Le général Nemeiry au Soudan en 1971 et le Baas irakien de Saddam Hussein en 1976 se débarrassèrent dans un bain de sang des communistes qui participaient au pouvoir et des militaires marxistes.

Les dirigeants de ces pays s'engagèrent dans le combat contre l'Etat d'Israël pour défendre les droits des Palestiniens, au nom d'une unité du peuple arabe qui était l'un de leurs ciments idéologiques. Ainsi, en 1967, lors de la guerre des six jours, des soldats irakiens vinrent combattre aux côtés des Jordaniens et des Yéménites aux côtés des Egyptiens. Malheureusement, ils oublièrent bien vite la solidarité avec le peuple martyr. En particulier, en 1970, ni le contingent militaire irakien présent sur place, ni l'armée syrienne située à quelques dizaines de kilomètres, ne bougèrent le petit doigt pour empêcher le fameux "septembre noir", le massacre des Palestiniens par la garde du roi de Jordanie Hussein, valet des impérialistes s'il en fut. Hafez El-Assad, qui commandait l'armée syrienne était plus occupé par sa volonté de renverser Salah Jedid et la frange marxiste du Baas qui était au pouvoir depuis 1966, ce qu'il fit en novembre 1970.

Enfin, opposés aux colonisateurs et soutenus par l'URSS, les mouvements nationalistes arabes furent approchés par les USA, du temps où les pays socialistes existaient et choisirent souvent leur "protection". Des conseillers militaires US furent présents, de l'Egypte de Sadate au Soudan de Nemeiry et même dans l'Irak de Saddam.

Les Palestiniens et l'OLP

Après la guerre des six jours (1967), 300 000 Palestiniens supplémentaires quittèrent leur pays, auxquels il faut ajouter 100 000 Syriens quittant le Golan conquis par Israël. Il faut bien comprendre que cette volonté d'expulsion est consubstantielle de l'existence d'Israël. Voici ce qu'en disait en 2004 l'historien israélien Benny Morris qui a mis à jour la responsabilité de Ben Gourion dans l'expulsion des Palestiniens en 1948 : « Ben Gourion était transfériste. Il avait compris qu'il ne pourrait pas y avoir un État juif au beau milieu d'une minorité arabe hostile. Un tel État n'existerait pas. Il ne serait pas en capacité d'exister. [...] Ben Gourion avait raison. S'il n'avait pas fait ce qu'il a fait, jamais un État n'aurait réussi à exister. Que ce soit clair. On ne peut y échapper. Sans le déracinement des Palestiniens, un État juif ne serait pas né ici. [...] Rien ne justifie les expulsions ou les combats. Il en résulte des crimes de guerre. Mais dans certaines conditions, les expulsions ne sont pas des crimes de guerre. Je ne pense pas que les expulsions de 1948 étaient des crimes de guerre. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. On doit se salir les mains. [...] Mon sentiment est que cet endroit serait plus calme et connaîtrait moins la souffrance si l'affaire avait été résolue une fois pour toutes, si Ben Gourion avait effectué une expulsion importante et s'il avait nettoyé tout le pays - toute la terre d'Israël, jusqu'au fleuve du Jourdain ». Son discours a le mérite de la clarté.

Les Palestiniens réfugiés et leurs descendants sont présents dans beaucoup de pays arabes (2 millions en Jordanie, 500 000 au Liban, en Syrie et en Arabie Saoudite (mais ce sont essentiellement des gens de la bourgeoisie). On estime le nombre des réfugiés aujourd'hui à plus de 5 millions. Israël refuse avec acharnement toute idée de retour ; d'ailleurs une loi sur la propriété des absents en 1948 a permis la saisie des biens des Palestiniens.

Plusieurs mouvements politiques palestiniens furent créés : le Fatah, qui s'inscrivait dans le courant nationaliste arabe, le FPLP et le FDLP qui sont tous deux marxistes-léninistes. Ces organisations, à la fois politiques et militaires créèrent en 1967 l'OLP qui devint à partir de 1969 et l'arrivée à sa tête de Yasser Arafat l'organisation qui fédérait la résistance palestinienne. L'OLP en exil s'appuyait sur deux revendications :

*La revendication immédiate : retour des réfugiés (et de leurs descendants) et l'application de la résolution 242 de l'ONU. Celle-ci que beaucoup de servants des impérialismes ont voulu faire oublier spécifiait en 1967 après la Guerre des Six Jours l'obligation pour Israël d'évacuer les territoires occupés : la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem est.

*La revendication à long terme : l'établissement d'un état unique laïque à la place de l'Etat juif, ce qui sous-entendait le refus de reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël. Il faut cependant bien se comprendre : être favorable à la disparition de l'Etat d'Israël ne signifie pas vouloir massacrer ou rejeter à la mer ses habitants, mais le refus de l'existence d'un Etat théocratique, donc raciste. D'ailleurs, l'assemblée générale de l'ONU avait même condamné le sionisme comme représentant « une forme de racisme ».